

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 juillet 2025

Internet est un instrument de la stratégie du chaos pour gouverner le monde selon un mode autoritaire.

On peut traduire ici chaos par cacophonie, capharnaüm, confusion, qui s'inscrit parfaitement dans une logique basée sur le nihilisme, dans la mesure où le niais et le savant se côtoient. Leurs paroles sont mises en concurrence sans autre forme de procès, je veux dire par là, sans prendre la précaution de vérifier qu'ils savent à priori de quoi ils parlent, qu'ils sont habilités à le faire, de sorte qu'on va entendre et lire n'importe quoi et son contraire de la manière la plus arbitraire qui soit, laissant le soin à chaque individu de faire le tri entre les différentes interprétations ou explications qui lui sont proposées, sans qu'il dispose des connaissances requises pour en décider librement ou tout simplement pour discerner le vrai du faux, d'un esprit critique aiguisé ou d'instruments logiques éprouvés pour faire la part entre la vérité et des chimères, livré à lui-même, il sera amené à croire ce que bon lui semble sans en mesurer les conséquences sur son comportement, en se rangeant à l'avis exprimé par la majorité inconsciente en dernière instance ou qu'on lui suggère fortement.

En conclusion, on peut en déduire qu'on est en présence d'un processus destiné à provoquer un réflexe psychologique d'auto manipulation ou d'autosuggestion des plus sournois, parce qu'il flatte son ego et lui donne l'illusion d'exister, il en viendra même à imaginer que cela pourrait suffire à modifier ou infléchir son destin, alors qu'il a été conçu uniquement pour nuire à ses intérêts.

L'Intelligence Artificielle emprunte un mécanisme similaire à Internet.

On y trouve très souvent tout et son contraire en pointillés, implicitement ou il est suggéré de prendre au conditionnel les réponses qu'elle fournit, en précisant qu'elles peuvent être erronées ou elles n'ont pas été actualisées.

En gros, votre recherche est dégrossie, mais vous devez encore tout vérifier vous-même ailleurs, et comme la plupart des gens n'en auront ni le temps ni les moyens ni l'envie, ils resteront sur leur faim ou ils ne seront pas plus avancés finalement.

Ceux qui disposent déjà de solides connaissances dans une multitude de domaines seront avantagés, car ils pourront s'appuyer sur elle pour juger le degré de véracité des infos transmises, si l'IA est fiable ou non pour traiter un sujet, cela concerne une infime minorité de la population parmi la plus éveillée.

Un conseil d'ami : Ayez toujours présent à l'esprit, que ceux qui s'expriment au nom du régime en place, sont foncièrement animés de mauvaises intentions à votre égard, si ce n'était pas le cas ils n'auraient jamais accédé à la fonction qu'ils occupent aujourd'hui.

L'homme est capable du meilleur et du pire, avec Internet, c'est le pire qui s'exprime en priorité, qui domine, parce qu'il a été conçu par ceux qui détiennent tous les pouvoirs, nos ennemis.

Le meilleur, ci-dessous.

Nous sommes tous Spartacus. A bas l'impérialisme et l'esclavage colonial ! A bas le sionisme et Israël, vive la Palestine libre !

Roger Waters, cofondateur de Pink Floyd, risque d'être poursuivi pour son soutien à Palestine Action - Euronews 9 juillet 2025

Roger Waters, cofondateur de Pink Floyd, pourrait faire l'objet de poursuites judiciaires après avoir déclaré publiquement son soutien à Palestine Action, une organisation activiste interdite par le Parlement britannique.

Le musicien a publié une vidéo sur X dans laquelle il fait l'éloge de Palestine Action, qu'il qualifie de "*grande organisation*", estimant qu'elle est "*non violente*" et qu'elle n'est "*absolument pas terroriste*".

Il exprime également son soutien au groupe britannique de punk-rap Bob Vylan, qui a récemment suscité la controverse au festival de Glastonbury en scandant "*mort, mort à l'IDF*", en référence à l'armée israélienne (Israel Defence Force).

Depuis samedi dernier, Palestine Action est interdite en tant que groupe terroriste au Royaume-Uni en vertu de la loi sur le terrorisme de 2000.

Cela signifie que l'appartenance ou le soutien public à ce groupe est désormais considéré comme une infraction pénale et est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans de prison ou une amende.

Dans sa vidéo, Rogers Waters brandit une pancarte en carton avec le message suivant : "*Roger Waters soutient Palestine Action. Le Parlement a été corrompu par des agents d'une puissance étrangère génocidaire. C'est maintenant. C'est le moment. Je suis Spartacus*".

"*Je déclare mon indépendance vis-à-vis du gouvernement britannique, qui vient de désigner Palestine Action comme une organisation terroriste interdite*", ajoute le musicien.

Roger Waters s'est retrouvé à plusieurs reprises sous le feu des critiques pour ses prises de position sur le Moyen-Orient, jugées antisémites par ses détracteurs.

Selon les médias britanniques, certaines de ses déclarations sur Israël ont exaspéré ses anciens compagnons de groupe et, l'année dernière, Roger Waters a été exclu de la société de droits musicaux BMG pour des commentaires incendiaires sur Israël, l'Ukraine et les États-Unis.

Il a remporté une bataille juridique en avril 2023 après que des magistrats de Francfort ont ordonné à une salle d'annuler son concert, l'accusant d'être "l'un des antisémites les plus connus au monde".

Roger Waters affirme que ses critiques s'adressent à Israël, et non au judaïsme, accusant l'État hébreu "d'abuser du terme antisémitisme pour intimider des gens comme [lui] et les contraindre au silence".



Les cons ça osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. La preuve.

Donald Trump accuse Vladimir Poutine de dire "beaucoup de conneries" sur l'Ukraine - BFMTV 8 juillet 2025

Donald Trump a accusé Vladimir Poutine de dire "beaucoup de conneries" à propos de l'Ukraine, tout en laissant entendre qu'il souhaitait imposer de nouvelles sanctions à Moscou, lors d'un Conseil des ministres, ce mardi 8 juillet.

"Si vous voulez la vérité, Poutine nous raconte beaucoup de conneries. Il est tout le temps très gentil, mais cela ne veut rien dire", a déclaré le président américain à la presse pendant cette réunion à la Maison Blanche. BFMTV 8 juillet 2025

J-C – Il est vrai que côté « vérité », on peut lui faire confiance !

Le monde occidental est gouverné par des raclures, des déchets déshumanisés, des monstres de cruauté dévorés par une ambition insatiable et sordide. Que ces peuples se dotent de dirigeants aussi médiocres et barbares en dit long sur leur niveau de conscience, leur degré d'ignorance et leur vulnérabilité en présence de prédateurs de la pire espèce.

On pourrait dire qu'on vit dans un monde de cons, qu'on est entouré de cons, cernés par les cons, qu'on est con soi-même parce qu'il n'y a pas d'exception quand on y regarde de plus près, à des degrés près évidemment.

Il y en a toujours pour traiter les autres de cons, sans s'apercevoir qu'ils le sont tout autant ou même parfois davantage. Généralement ils passent leur temps à juger les autres en fonction de leur humeur

du moment ou d'a priori. Pour parler comme un psychanalyste, je dirais que dans l'incapacité de sublimer leurs refoulements, ils se soulagent sur le premier venu, sur plus faibles qu'eux, sur tout le monde, en fait ils sont très malheureux. Tous ces gens bien-pensants, défenseurs de la liberté d'expression, sont souvent autoritaires, intolérants, le comble de la connerie, vous avouerez !

Inconsciemment, ils s'estiment victimes d'une injustice qu'ils ont subie un jour, qui leur a causé une grande souffrance, dont ils ignorent la cause ou la raison. Par conséquent, à défaut de faire disparaître ce refoulement qui les ronge, ils vont jeter leur dévolu sur des boucs émissaires, afin qu'ils partagent leur souffrance, cette sorte de vengeance leur procurera parfois un soulagement ou une satisfaction éphémère et illusoire. Peu importe les dommages qu'ils auront provoqués ou les souffrances qu'ils auront infligées autour d'eux, car rien ni personne n'existe en dehors d'eux et leur pathologie mentale, dont l'origine est sociale. Comment cela ? C'est simple à comprendre.

Dans cette société, où tous les rapports sociaux reposent sur la division et l'affrontement entre dominants et dominés, où tous ses membres sont en concurrence les uns avec les autres, la lutte pour la survie va prendre la forme d'une lutte pour le pouvoir, pour exercer sa domination sur les autres, pour imposer son pouvoir aux autres... Tout ce qui s'y opposera ou tout échec sera vécu comme un traumatisme insupportable qui sera refoulé. Dès lors, on se retrouve condamné à vivre perpétuellement avec ce boulet, au pluriel de préférence. Ensuite, cette souffrance mal digérée ou dont on n'a pas pu se libérer, elle va se manifester violemment sous la forme d'une vengeance véhiculant une haine aveugle.

Personnellement j'ai vécu des expériences très éprouvantes ou épouvantables, après que des membres de ma famille ou des proches depuis des années ou des décennies eurent entretenu des relations disons amicales avec moi ou ayant flatté mes qualités, et qui du jour au lendemain m'ont traité de tous les noms, y compris de con, sur la base d'un désaccord mineur ou d'un procès d'intention qu'ils m'avaient intenté, ensuite je n'ai plus jamais eu de leurs nouvelles. C'est dingue, non, surtout de la part de gens qui se croient plus évolués ou conscients, meilleurs que la moyenne, et qui à cette occasion ont démontré le contraire.

La société ne s'est pas totalement débarrassée de la barbarie qui sévissait jadis, avant que la civilisation humaine commence à se développer, d'où la nécessité de mettre fin au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme. Qui n'a pas entendu dire, plus jamais cela, avant que cela recommence pour la énième fois, les génocides et les guerres par exemple. Puisque nous sommes tous victimes de l'injustice et de la dictature du régime en vigueur, en quelque sorte ce serait normal que nous soyons portés à adopter le même comportement inconsciemment, surtout de la part de ceux qui invoquent le droit naturel, qui sert de caution à tous leurs excès

En attendant, on demeurera le con de quelqu'un, de gens idiots et malintentionnés malgré eux le plus souvent, ils font du mal sans savoir pourquoi, il faut les excuser et ne pas les juger, sauf quand ils détiennent du pouvoir et s'en servent pour nuire aux peuples, ils méritent juste d'être supprimés !

En complément dans la même rubrique. Les cons ont leurs monarques !

- Faste royal et entente cordiale au premier jour de la visite d'Etat de Macron au Royaume-Uni - AFP 8 juillet 2025
- Traité « *comme un monarque* », Macron savoure sa journée à Windsor - LePoint.fr 8 juillet 2025

- Royaume-Uni : Emmanuel Macron reçu avec les honneurs royaux au palais de Windsor - Euronews 8 juillet 2025

Quotidiennement, Israël soutenu par les Etats-Unis et ses vassaux européens agresse un pays souverain.

- Tensions accrues entre Israël et les Houthis : frappes et missiles au Yémen - RT 7 juil. 2025,
- Escalade israélienne au Sud-Liban à l'approche de la visite de Thomas Barrack - RT 7 juil. 2025
- Israël frappe le Liban en présence de l'émissaire américain en charge du désarmement du Hezbollah - RFI 8 juillet 2025

OTAN des barbares.

J-C – Définition. Les mines antipersonnel.

- Les mines antipersonnel sont des engins explosifs conçus pour blesser, tuer ou mettre hors de combat des personnes. Elles sont particulièrement dangereuses car elles ne font pas de distinction entre les civils et les militaires et peuvent rester actives longtemps après la fin des conflits, posant ainsi une menace pour les populations civiles. (Source : IA de Google)

Helsinki et Vilnius relancent la production de mines antipersonnel pour leurs armées et pour Kiev 9 juil. 2025

La Lituanie et la Finlande envisagent de lancer, dès l'année prochaine, la production nationale de mines antipersonnel, rapporte Reuters. D'après l'agence, cette initiative s'inscrit dans un contexte de renforcement des capacités de défense et de volonté d'assurer un soutien accru à l'Ukraine. Les deux pays ont amorcé les démarches pour se retirer de la Convention d'Ottawa, un traité international interdisant l'usage et la fabrication de ces armes.

Selon les autorités lituaniennes, des investissements importants sont prévus dans les systèmes de défense, incluant aussi bien des mines antichars que des mines antipersonnel. Il est également prévu que les équipements produits puissent être exportés vers des pays partenaires, dont l'Ukraine.

En Finlande, pays membre de l'OTAN disposant de la plus longue frontière terrestre avec la Russie (1340 km), cette décision est présentée comme une mesure stratégique visant à renforcer l'autonomie en matière de défense. Les responsables finlandais soulignent l'efficacité et le coût réduit de ce type d'armement, tout en mentionnant la possibilité d'en faire bénéficier l'Ukraine.

Avant leur adhésion à la Convention d'Ottawa, la Finlande et la Lituanie disposaient déjà de stocks de mines antipersonnel. Plusieurs entreprises de défense finlandaises ont manifesté leur intérêt pour reprendre la production, en coordination avec les autorités militaires.

La Convention d'Ottawa, ratifiée à ce jour par 164 États, impose à ses membres de ne pas utiliser, produire, stocker ni transférer ce type d'armement. Elle prévoit également une déclaration annuelle sur les stocks restants et leur élimination progressive.

Totalitarisme. La fabrication d'une psychose climatique.

Lu.

ZFE, voitures à piles et éoliennes qui blanchissent du pognon... On nous vend que tout ça éviterait les canicules, du moins ralentirait l'augmentation de leur fréquence. Vraiment ?

Petit rappel historique des grandes vagues de chaleur bien avant le CO₂ industriel de masse.

— 13 juillet 1921 Jusqu'à 44, °C à Bourges, un record absolu à l'ombre pour l'époque en France. Un pic de chaleur brutal, sans «empreinte carbone moderne».

— 28 & 29 juillet 1921 Une canicule intense frappe la quasi-totalité du pays : • 38 °C sur les ¾ du territoire • 38,4 °C à Paris, température la plus élevée depuis 1881 • 40 à 42 °C mesurés à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg-en-Bresse, Moulins On est en 1921. Pas de SUV, pas d'avion low-cost, pas de centrale nucléaire ou à charbon.

— Canicule de 1947 (22 juillet – 4 août) Températures supérieures à 40 °C généralisées 40,4 °C à Paris Environ 3 000 décès recensés Une des premières canicules meurtrières documentées en France.

— Canicule de juin 1950 28 juin : • 39 °C à Biarritz, Agen, Paris, Toulouse 29 juin : • 40 °C à Mont-de-Marsan • 39,8 °C à Toulouse • 38,4 °C à Bordeaux • 35 °C à Paris 30 juin : • 37,8 °C à Saint-Étienne • 36,2 °C à Lyon • 35,7 °C à Genève Une canicule oubliée. Pourtant violente.

— Canicule de 1976 Chaleur persistante de fin juin à mi-juillet Sécheresse extrême → mise en place d'un impôt sécheresse Environ 6 000 décès estimés La sécheresse ruine les récoltes, le gouvernement taxe les Français pour compenser.

— 1983 : vague de chaleur exceptionnelle Du 9 au 31 juillet : 22 jours de canicule Températures généralisées de 35 à 40 °C Surmortalité importante, notamment dans le sud-est (Marseille) Environ 4 700 décès

— Conclusion ? Oui, l'été il fait chaud. Oui, les épisodes se rapprochent ces dernières décennies : 2003, 2015, 2019, 2022.

Mais NON :

- Cela ne prouve pas que le CO₂ est la cause.
- Cela ne prouve pas que l'homme pilote le climat. Aucun consensus scientifique solide n'a démontré de lien de cause à effet direct entre émissions de CO₂ modernes et canicules historiques ainsi que leur augmentation de fréquence. Rien ne prouve sérieusement que cette augmentation va être pérenne dans le temps.

On ne détruit pas une économie à coups de lois «écologiques» pour une hypothèse non prouvée. Le GIEC est loin de faire consensus au sein de la communauté scientifique et il ne fait que des projections, il n'apporte pas de preuve.

Si on dépense avec autant d'assurance des milliards sur de l'hypothétique, ce n'est pas pour le climat.

Le retour sur investissement est ailleurs. C'est pour une idéologie politique, des marchés artificiels (carbone, éolien, électrique).

L'écologie punitive, c'est une clé de contrôle, pas une solution.

Questionnez-vous sur les entraves qu'on vous met dès lors qu'il est question de faire de la véritable écologie non lucrative (circuits courts, potager, poulailler, autonomie, eau gratuite etc.)

L'écologie entrepreneuriale est l'une des 5 colonnes vertébrales du WEF. Ne l'oubliez pas.

Commentaire d'un internaute.

- Effectivement, non seulement le taux de CO2 est de 0,04 % mais le CO2 d'origine anthropique est de 0.01 % de ces 0.04 % soit 0.0004 %, ce qui veut dire que, si on arrêta TOUTE activité humaine génératrice de CO2 (plus de voitures plus d'usines, plus de bateaux, plus d'avions, plus de centrales thermiques, plus de chauffage, plus de cuisine...) ce serait la fin de la vie sur terre pour un gain négligeable !

Le mieux serait de laisser tranquilles les forêts primaires, grosses consommatrices de CO2 (eh oui, les escrolos ne connaissent même pas la synthèse chlorophyllienne qui fait que les plantes transforment le CO2 en Carbone utilisé pour faire le bois et en Oxygène relâché dans l'atmosphère !)

A noter que, durant l'ère secondaire (celle des dinosaures et des plantes géantes) le taux de CO2 était 4 fois plus important (mis en évidence par le carottage des glaces de l'Antarctique qui sont une mémoire), notamment en raison de l'activité volcanique, ce qui n'empêchait pas une vie luxuriante sur Terre, tant animale que végétale...

Les vases communicants.

J-C – Il faut avoir conscience, que la majorité de la population qui a été scolarisée, qui est instruite ou dite évoluée, estime légitime un système économique basé sur les inégalités sociales, ayant ainsi renoncé à son indépendance au profit de sa subordination au régime d'exploitation en place, dès lors qu'elle estime sa condition encore supportable, elle demeure passive ou indifférente aux conséquences qui découlent de cet état de fait, qui vont violemment affecter la vie quotidienne de millions de familles ouvrières.

Cet état d'esprit est tellement ancré dans le cerveau de la population, que même les travailleurs pauvres ou précarisés le partagent, c'est ce que j'ai vécu toute ma vie dans ma famille, par exemple, mon père était menuisier.

Il est également partagé par l'opposition parlementaire ou le NFP, ainsi que les syndicats qui collaborent avec ce régime.

Que reste-t-il aux travailleurs comme moyen ou cadre pour se mobiliser unis contre l'exploitation et l'oppression ? Pratiquement rien, en dehors de quelques partis d'extrême gauche crypto-social-démocrates ou crypto-staliniens composés en grande partie de vieillards, rongés par le dogmatisme et la corruption, l'opportunisme et des théories absurdes. Les travailleurs et les jeunes peuvent participer à leurs actions politiques sur la base de leurs propres mots d'ordre ou sans être liés à ces partis.

- Les milliardaires mondiaux possèdent en patrimoine l'équivalent de 14% du PIB de la planète, d'après le magazine Forbes ; les Français près de 30 % du PIB hexagonal.

Le taux de pauvreté a connu en 2023 un pic sans précédent en France - Le HuffPost 7 juillet 2025

C'est du jamais vu depuis au moins trente ans : le taux de pauvreté a atteint un pic sans précédent en 2023 en France métropolitaine, où les inégalités se creusent selon l'Insee.

Entre 2022 et 2023, le taux de pauvreté a augmenté de 0,9 point, passant de 14,4 % à 15,4 %, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques dans son étude annuelle parue lundi. Il s'agit du taux le plus élevé depuis le lancement de l'indicateur Insee en 1996. Des chiffres loin d'être « *surprenants* » pour les associations, qui exhortent l'État à passer aux actes.

Concrètement, 9,8 millions de personnes se trouvaient en 2023 en situation de pauvreté monétaire, c'est-à-dire qu'elles disposaient de revenus mensuels inférieurs au seuil de pauvreté, fixé à 60 % du revenu médian, soit 1 288 euros pour une personne seule. En un an, 650 000 personnes ont basculé dans la pauvreté.

« *C'est un niveau inégalé depuis près de 30 ans* » relève auprès de l'AFP Michel Duée, chef du département ressources et conditions de vie des ménages à l'Insee. « *Si on veut remonter encore plus loin, il faut revenir au début des années 1970 pour avoir des niveaux de pauvreté à peu près comparables* ».

Les inégalités des niveaux de vie ont également « *fortement* » augmenté en 2023, conséquence de la baisse du niveau de vie des plus modestes concomitante à la hausse de celui des plus aisés.

« *Les inégalités atteignent des niveaux parmi les plus élevés depuis 30 ans* », note Michel Duée. « *Le niveau de vie des plus modestes a augmenté moins rapidement que l'inflation tandis que le niveau de vie des plus aisés a été dynamique, notamment grâce à la bonne situation sur le marché du travail et au rendement des produits financiers* ».

L'étude annuelle de l'Insee sur la pauvreté ne comprend pas les habitants des départements d'outre-mer, les personnes sans abri et les personnes vivant en institution. La dernière enquête menée sur la totalité de la population française avait estimé à 11,2 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté en 2021.

En complément.

En Afrique, quatre milliardaires sont plus riches que la moitié de la population du continent - RFI 10 juillet 2025

Les quatre premiers milliardaires d'Afrique détiennent plus de richesses que la moitié de la population du continent. C'est le constat établi par l'ONG Oxfam dans un rapport publié ce jeudi 9 juillet.

Il n'y avait aucun milliardaire africain en l'an 2000. Désormais, ils sont 23 cumulant près de 112 milliards de dollars. Dans le même temps, l'Afrique reste la seule région du monde où le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté continue d'augmenter.

Ce qu'ils mijotent en famille.

Budget 2026 : « L'objectif, ce n'est pas 40 milliards d'économies, c'est 120 milliards en trois ans », avertit Patrick Kanner - Publicsenat.fr 8 juillet 2025

Le ministre de l'Economie, Eric Lombard, continue ses consultations des groupes parlementaires en vue de la préparation du budget 2026.

Aujourd'hui, après le président du groupe Union centriste du Sénat et président de l'UDI, Hervé Marseille, Eric Lombard a consulté les socialistes à l'heure du thé, avant de voir les parlementaires communistes ce soir.

L'effort nécessaire pour tenir les objectifs de réduction du déficit est énorme. Car la douloureuse ne se limitera pas à l'année prochaine. *« Ce n'est pas 40 milliards d'ailleurs, c'est trois fois 40 milliards qu'il faut, en 2026, 2027 et 2028. L'objectif, c'est 120 milliards en trois ans. Ça signifie quand même que c'est soit 120 milliards de baisse de dépenses publiques uniquement, ou un équilibre avec des recettes mais dans ce cas, lesquelles ? On n'est pas rentrés dans les détails »*, constate le président du groupe PS du Sénat.

En réalité, beaucoup de sujets *« sont encore à l'arbitrage, et pas que de François Bayrou, mais du socle commun »*, pense l'ancien ministre.

Pour avoir une chance de faire adopter son budget, ou plutôt de ne pas être censuré, François Bayrou n'aura à nouveau pas d'autre choix que de tenter de composer avec les socialistes. (Il n'aura pas trop de mal, Public Sénat nous prend pour des cons ! – J-C)

« Il y a les négociations avec nous, mais aussi d'abord les négociations avec le socle commun. Ils ne peuvent pas avancer avec nous s'ils n'obtiennent pas un minimum de souplesse du socle commun et pour l'instant, je n'ai pas l'impression que ce soit très souple, notamment chez LR. Ils ne se sont pas encore rencontrés... » note le président de groupe. Mais Patrick Kanner, qui n'est pas le plus rouge des roses socialistes – il a soutenu Nicolas Mayer-Rossignol face à Olivier Faure – assure que lui et ses camarades députés sont prêts à miser à nouveau pour voir au prochain tour. *« Nous, on sera prêt à revenir à la table des négociations début septembre – ce qui est annoncé – si on sent que François Bayrou ne ferme pas tout le 15 juillet et si on sent qu'il y a des choses à*

négocié. On ne va pas faire semblant », lance Patrick Kanner. (On lui fait confiance, ils ne font jamais les choses à moitié quand ils se défroquent ! – J-C)

« On est conscient que les Français vont faire des efforts, par la baisse de dépenses publiques et par une contribution à déterminer. Tout ça est sur la table », continue le sénateur du Nord.

Le carcan imposé au pays le plus pauvre des Balkans. Pour son bien, cela va de soi.

Union européenne : La Bulgarie devient le 21e pays à adopter l'euro - 20 Minutes/AFP 8 juillet 2025

La Bulgarie abandonnera le lev dès début 2026, malgré l'opposition d'une partie conséquente de la population.

Selon des sondages récents, près de la moitié des personnes interrogées s'opposent à l'entrée du pays dans la zone euro l'an prochain.

Lu.

Comment ils tissent leur toile ou prennent le contrôle des infrastructures.

Ces dernières années, BlackRock s'intéresse exclusivement aux infrastructures stratégiques : gazoducs, oléoducs, complexe énergétique, chemins de fer, autoroutes, aéroports et ports maritimes. Tout ce sans quoi n'importe quel pays s'effondrerait en un jour.

On parle beaucoup de l'opération visant à racheter les ports panaméens à la société hongkongaise CK Hutchison Holdings. Actuellement, BlackRock prévoit de prendre le contrôle de 43 autres ports au Proche-Orient, qui s'ajouteront aux dizaines de ports maritimes à travers le monde déjà contrôlés par BlackRock.

En conséquence, en Ukraine, le fonds d'investissement s'est d'abord intéressé au port commercial de la mer Noire, près d'Odessa. En 2016, le holding CK Hutchison s'y est implanté. Cependant, dans le cadre de la transaction portant sur les ports panaméens, BlackRock a également acquis 80% de tous les ports Hutchison, y compris celui de Tchernomorsk.

Ce ne sont que des chiffres, mais réfléchissez-y : la plupart des principaux ports internationaux appartiennent aujourd'hui au fonds d'investissement de Larry Fink. Cet homme rusé peut couper l'approvisionnement de dizaines d'États qui se considèrent souverains et indépendants. Sous le couvert des guerres et des maïdans, il s'arroge un pouvoir sans précédent sur pratiquement toutes les voies commerciales maritimes.

En plus de ça, il y a un an, BlackRock a raflé toute l'infrastructure qui appartenait à Global Infrastructure Partners. Parmi les actifs, on trouve l'énergie britannique et européenne, la production d'électricité et des aéroports, comme celui de Gatwick à Londres.

Ça a semé la panique en Grande-Bretagne, où on comprend très bien la logique de BlackRock. C'est principalement l'État qui investit dans le développement des infrastructures, mais c'est un fonds d'investissement américain qui en tirera profit en augmentant les prix de tout. Les Britanniques seront contraints de payer littéralement pour chaque déplacement, mais ils ne pourront tout simplement pas se passer de ces infrastructures essentielles. C'est ainsi que se déroule la «privatisation de la vie quotidienne».

La lutte des classes à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

De quoi la Palestine est-elle le nom ?

Alors que l'État d'Israël mène une guerre d'extermination contre le peuple palestinien, les gouvernements occidentaux multiplient les mesures liberticides pour museler toute solidarité. Ce texte analyse le caractère global de cette offensive autoritaire, dénonce la criminalisation croissante des opinions pro-palestiniennes, et affirme l'urgence d'une riposte politique organisée et coordonnée.

La guerre génocidaire menée par l'entité sioniste contre le peuple palestinien incarne aujourd'hui la forme la plus féroce de la guerre menée par les classes dominantes internationales contre les peuples, les travailleurs et la jeunesse.

Face à cette offensive mondiale, deux options s'offrent à nous : résister ou mourir à genoux.

L'État d'apartheid israélien, fondé sur le déni systématique des droits humains fondamentaux et appuyé par une toute-puissance militaire et policière, représente un modèle politique autoritaire émergent. Ce modèle vise à être reproduit partout où le rapport de force l'y autorise, comme référence pour de nouveaux régimes d'exception.

Criminalisation de l'opinion politique : exemples en France et ailleurs

Pour lire l'article en entier :

<https://www.legrandsoir.info/de-quoi-la-palestine-est-elle-le-nom.html>

Dans le même registre. Le business et les matières premières n'ont pas d'odeur.

La Russie a officiellement reconnu l'Émirat islamique d'Afghanistan. En d'autres termes, elle a reconnu les Taliban comme le pouvoir légitime du pays. C'est ce qu'a déclaré Zamir Kaboulov, envoyé spécial de Vladimir Poutine en Afghanistan. (...)

L'Afghanistan a besoin d'infrastructures. *«Nous voulons proposer des projets de grande envergure afin que le gouvernement russe et ses alliés puissent participer à leur mise en œuvre en Afghanistan, en particulier des projets de très grands tunnels. Afin de normaliser la circulation, nous voulons créer des corridors terrestres entre les montagnes, ainsi que des tunnels pour la circulation automobile»*, déclare Mohammad Yunus Moman, premier vice-président de la Chambre de commerce et d'investissement d'Afghanistan.

Et l'Afghanistan ne paiera probablement pas en espèces (dont il dispose peu), mais en possibilités de transit et en accès aux ressources.

«Le sous-sol du pays est assez riche. Il existe de nombreux gisements inexploités à l'heure actuelle, qui commencent déjà à être exploités par des investisseurs d'autres pays, dont la Chine. La Russie souhaite se joindre à ce processus», explique Nikita Mendkovitch.

À Pékin, on a déjà salué «un nouveau tournant dans les relations entre la Russie et l'Afghanistan».

Il n'est pas exclu que les Chinois reconnaissent officiellement les Taliban à la suite de Moscou. *«Cette reconnaissance a ouvert des perspectives de coopération, et j'appelle les autres pays à suivre l'exemple de la Russie»,* a déclaré le représentant de l'Afghanistan au Qatar, Suhail Shaheen.

Source : VZGLYAD 4 juillet 2025 via Histoire et Société

Les États-Unis ne considèrent plus un groupe du dirigeant syrien comme terroriste - AP 8 juillet 2025

L'administration Trump révoque la classification de terrorisme d'un groupe dirigé par le nouveau président syrien, dans le cadre d'un engagement plus large des États-Unis auprès du gouvernement de transition depuis la chute de l'ancien dirigeant Bachar al-Assad à la fin de l'année dernière.

Dans un communiqué publié lundi, le secrétaire d'État Marco Rubio a déclaré que cette décision, qui entrera en vigueur mardi, *«reconnaît les actions positives menées par le nouveau gouvernement syrien»* sous la présidence d'Ahmad al-Sharaa.

Plus tôt lundi, le Federal Register a publié un avis préalable indiquant que M. Rubio avait pris cette décision le 23 juin, en consultation avec le procureur général et le secrétaire au Trésor.

M. Netanyahu, s'exprimant lundi en face de MM. Trump et Rubio, a convenu que le changement de direction en Syrie *«offrait des opportunités de stabilité, de sécurité et, à terme, de paix»*.

France.

J-C - Juge et partie. Auto blanchiment des assassins par les institutions de la Ve République.

Ils comptent à leur actif au moins les deux tiers des 168000 victimes, pour avoir nié l'existence de traitements efficaces ou leur avoir refusé l'accès à ces molécules...

Gestion du Covid-19 : Édouard Philippe, Agnès Buzyn et Olivier Véran bénéficient d'un non-lieu - Le HuffPost 7 juillet 2025

L'information judiciaire avait été ouverte en juillet 2020 pour mise en danger de la vie d'autrui et abstention volontaire de combattre un sinistre, à la suite de plaintes.

Cinq ans après le début des investigations menées à la Cour de justice de la République (CJR) sur la gestion du Covid-19, un non-lieu a été prononcé ce lundi 7 juillet à l'encontre de trois ex-membres du gouvernement, dont Édouard Philippe, ont rapporté BFMTV et l'AFP.

« *La commission d'instruction de la Cour de justice de la République (CJR) a rendu une décision de non-lieu* », conformément au « *réquisitoire définitif du ministère public en date du 20 mai* », a annoncé Rémy Heitz, procureur général près la Cour de cassation, dans un bref communiqué, sans détailler les motivations des magistrats. Le HuffPost 7 juillet 2025

Etats-Unis.

Lu.

Les États-Unis sont en faillite.

Le problème principal des États-Unis n'est pas la dette en soi (actuellement 37 billions de dollars), elle qui était au centre du conflit entre Donald Trump et Elon Musk : ce dernier voulait la réduire résolument, le premier la freinait.

Le vrai problème est plutôt ladite «*dette extérieure nette*», c'est-à-dire la différence entre les dettes envers l'étranger et les créances propres sur l'étranger : celle-ci atteignait déjà en 2021 18 billions de dollars, soit près de 80% du produit intérieur brut annuel. À titre de comparaison : en 1989, la RDA était considérée comme en faillite parce que sa dette envers l'Ouest représentait 16% du PIB annuel. En réalité, aucun investisseur responsable ne voulait plus prêter de l'argent à «*l'État socialiste allemand des ouvriers et des paysans*». Mais dans le cas des États-Unis, la dette publique et le déficit commercial ne sont pas une raison suffisante pour les milliardaires et fonds du monde entier de ne plus investir leur argent aux États-Unis... Ce qui semble fou a une raison plausible : le gouvernement américain peut, contrairement à celui de tout autre État débiteur, promettre aux acheteurs de ses titres d'État de les forcer à tout moment et en tout lieu, par la force militaire, à échanger ces papiers sans valeur contre des marchandises.

Des pays comme l'Irak sous Saddam Hussein ou la Libye sous Kadhafi, qui menaçaient de ne plus facturer leurs ventes de pétrole et de gaz en dollars mais en monnaies concurrentes, ont été déclarés «*États voyous*» et liquidés militairement. Actuellement, la même menace plane sur l'Iran, qui possède les plus grandes réserves mondiales de pétrole et de gaz, et qui fournit également ces énergies fossiles en grande quantité à la Chine, principal rival des États-Unis. La protection d'Israël, les armes de destruction massive – tout cela n'est que propagande. Quand les Anglo-Américains parlent des droits de l'homme, ils pensent en réalité aux droits d'exploitation.

L'impérialisme du papier-monnaie

La politique étrangère américaine se trouve face à un dilemme : le billet vert n'est plus garanti par l'or ou par une performance économique réelle, mais seulement par la force militaire brute. Plus l'économie américaine sombre dans le rouge, plus la politique étrangère sera agressive pour encaisser les dettes et faire taire les créanciers. En même temps, cette posture de plus en plus agressive a modifié la structure des créanciers des États-Unis : les banques d'État de Chine et du Japon, qui, il y a 15 ans, détenaient la majorité des bons du Trésor américain, se sont depuis éloignées de leurs papiers dollar. Elles ont été remplacées par des clients non étatiques : super-

riches du monde entier et fonds souverains comme BlackRock. La Fed peut continuer à construire sur ces «*rochers noirs*».

Mais de nombreux investisseurs du Sud global et de la sphère BRICS sont devenus nerveux, après que les États-Unis (tout comme l'UE) ont gelé les avoirs des riches Russes (et pas seulement de l'État russe). Une telle expropriation de grands investisseurs n'avait auparavant été vue que dans des États socialistes. Depuis, les titres américains ne sont plus un refuge sûr pour les magnats de la finance – cela prive le moteur perpétuel de l'enrichissement américain de sa base.

Dans COMPACT magazine, n°12/2024, j'avais déjà abordé ce sujet. Mon article de l'époque se terminait par une réflexion sur les alternatives qui s'offraient à Trump :

«Le chemin hors du piège de la dette mène Trump dans une impasse : il doit soit restaurer la crédibilité militaire des États-Unis (et donc la couverture hors-économique du dollar) après le fiasco en Afghanistan, ce qui pourrait – contre sa volonté – le conduire à des aventures : si ce n'est contre la Russie, alors contre l'Iran ou la Chine. Ou il tente de rallier à nouveau les milliardaires étrangers en s'orientant vers les prétendus «États voyous» du groupe BRICS, en mettant fin au gel illégal des avoirs russes, et en essayant un genre de «Grand Deal» avec Moscou et Pékin. Mais alors, il se retrouve face à Wall Street, à la City de Londres et à Blackrock».

De nos jours, il est évident que Trump a choisi la seconde option, celle de la guerre.

Lu.

Tandis qu'elle emprisonne et expulse les immigrés, l'administration Trump a ouvert un canal privilégié à des immigrés provenant d'Afrique du Sud : ce sont des afrikaners, des sud-africains d'origine hollandaise et huguenote, qui sont accueillis aux États-Unis en tant que «*réfugiés fuyant la discrimination raciale sponsorisée par le gouvernement sud-africain*».

En janvier l'Afrique du Sud a adopté la loi sur l'expropriation pour affronter l'héritage de l'époque de l'apartheid et les disparités dans la propriété de la terre, permettant au gouvernement de confisquer des grandes propriétés terriennes dans l'intérêt public. Les propriétaires terriens blancs, qui aujourd'hui représentent environ 8% de la population, possèdent encore 75% des terrains agricoles d'Afrique du Sud, alors que les Sud-africains noirs, qui constituent 80% de la population, en possèdent 4%. L'Afrique du Sud n'est donc pas en train d'opérer une «*discrimination raciale*» contre les afrikaners, mais opère une réforme agraire pour réduire et enfin éliminer l'héritage de l'apartheid dans la propriété de la terre. Prétendant dicter la loi même en Afrique du Sud (pays fondateur des BRICS, promoteur de la dénonciation de Netanyahu à la Cour de Justice de l'ONU pour le génocide des Palestiniens) le président Trump a émis un ordre exécutif qui bloque les aides à l'Afrique du Sud parce que la réforme agraire, à ses dires, «discrimine les Sud-africains blancs».

De cette façon Trump mystifie une fois de plus l'histoire en renversant la réalité. Rappelons à ce propos ce qu'écrivait un auteur Afrikaner en 1898 : «*Selon l'idée boere, les cafres, les hottentots, les buschmen appartiennent à une race inférieure par rapport aux Blancs. Ils portent, comme on le disait justement autrefois, la marque de Cain : Dieu, Notre Seigneur, les a destinés à être porteurs d'eau et coupeurs de bois, serfs soumis à la Race Blanche. Un cafre ou un hottentot ne peut être contrôlé que par la peur. Il doit toujours être garde à son poste, on ne peut pas lui faire confiance : donnez-lui un doigt et il vous prendra la main. Les Boers ne croient pas qu'il puisse être éduqué. Je ne pense pas exagérer en exprimant la sensation que les Boers, dans leur ensemble, doutent qu'un*

cafre ou un hottentot puisse avoir une âme». (L'altra faccia della storia <https://store.byoblu.com/products/l-altra-faccia-della-storia>). Accuser les Sud-africains noirs de «*discrimination raciale*» à l'égard des Sud-africains blancs, comme fait Trump, démontre que le racisme est dur à mourir.

L'administration Trump utilise désormais la base de Guantanamo pour enfermer les immigrés clandestins – RT 9 juil. 2025

La base navale américaine de Guantanamo, tristement célèbre pour avoir servi à la détention de suspects après les attentats du 11 septembre, est désormais utilisée pour enfermer des immigrés. Selon CBS News, qui cite le département américain de la Sécurité intérieure (DHS), 72 personnes en situation irrégulière sont actuellement détenues dans ce centre. Elles viennent de 26 pays répartis sur six continents. La Russie figure parmi les pays concernés, aux côtés de la Chine, l'Inde, l'Éthiopie, ou encore la Colombie.

Parmi ces détenus, 58 sont classés comme individus à «*haut risque*», en raison de condamnations pour des crimes tels que meurtres, agressions sexuelles, pédopornographie, enlèvements, trafics de drogue ou encore vols à main armée. Tous ont fait l'objet d'ordonnances d'expulsion définitives. Les détenus dangereux sont placés dans le Camp IV, une installation de haute sécurité, tandis que les autres sont transférés dans un centre plus simple appelé Migrant Operations Center.

Les États-Unis reprennent les livraisons d'armes à l'Ukraine – RT 8 juil. 2025

Le président américain Donald Trump a annoncé la reprise des livraisons d'armes à l'Ukraine. Le Pentagone a confirmé l'envoi d'équipements défensifs malgré une pause annoncée précédemment en raison des stocks insuffisants du pays.

«*Nous allons envoyer plus d'armes. Nous n'avons pas le choix. Ils doivent pouvoir se défendre. Ils sont frappés de manière très dure en ce moment. Nous allons devoir envoyer plus d'armes, principalement des armes défensives*», a-t-il indiqué. Cette annonce intervient une semaine après que le Pentagone a suspendu une partie de ses envois. RT 8 juil. 2025

"C'est un grand honneur de vous envoyer cette lettre": Trump écrit au Japon et à la Corée du Sud pour leur signifier leurs hausses de droits de douane à 25% - BFMTV 7 juillet 2025

"*Veuillez comprendre que le nombre de 25% est bien inférieur à ce qui est nécessaire pour éliminer la disparité du déficit commercial que nous avons avec votre pays*", poursuit-il.

Déjà plombé par les surtaxes sectorielles ciblant l'acier et l'automobile, Séoul voulait éviter la majoration de 25% sur le reste de ses exportations, et avait promis notamment à Washington sa coopération dans la construction navale.

Concernant le Japon, Donald Trump s'était montré pessimiste sur la probabilité de conclure un accord d'ici mercredi. Il reproche au Japon de ne pas ouvrir assez son marché au riz et aux véhicules

américains. Et il n'a pas exclu d'aller au-delà de la surtaxe initialement prévue de 24%, qui pourrait atteindre au final "30%, 35%, ou tout autre nombre".

Iran.

Les dégâts que les missiles iraniens ont causés à l'Institut Weizmann sont «sans précédent» (Son directeur) - Al-Manar 7 juillet 2025



Le directeur de l'Institut Weizmann israélien, Alon Han, a reconnu que les dégâts causés par l'attaque de missiles iraniens contre l'institut étaient «sans précédent», a indiqué le journal israélien Maariv.

Selon ce dernier, l'ampleur réelle des dégâts causés à l'Institut Weizmann n'est connue que maintenant, plus de 20 jours après l'attaque. Le journal a ajouté que leur valeur était estimée entre 1,5 et 2 milliards de shekels (environ 450 et 600 millions de dollars).

Han a tenu ces propos lors d'une visite effectuée dimanche par des membres de la commission des sciences et des technologies de la Knesset pour inspecter les sites de destruction de l'institut.

Selon les données présentées à la Knesset par Han, qui dirigeait la visite, environ 112 bâtiments du complexe de l'institut ont été endommagés, dont 65 bâtiments de recherche et un bâtiment de services scientifiques.

Cinq bâtiments ont été gravement endommagés, dont un qui s'est entièrement effondré. Des infrastructures essentielles ont été fermées, ainsi que 52 laboratoires de recherche et six laboratoires fournissant d'autres services au sein du Département des infrastructures de recherche biologique.

Le président de l'institut a ajouté que certains laboratoires avaient été complètement fermés suite à l'attaque iranienne, qualifiant cette attaque de «coup porté au cœur de la recherche scientifique israélienne», avertissant que «l'institut est désormais en danger».

Selon Han, environ 60% des chercheurs internationaux ont quitté l'institut depuis l'attaque iranienne, ajoutant qu'«il n'existe actuellement aucun budget gouvernemental pour le développement ou l'achat d'équipements».

Concernant l'indemnisation des équipements endommagés, Han a expliqué que les lacunes étaient importantes et *«ne couvraient pas les dommages causés aux connaissances et aux capacités»*.

En représailles à l'offensive lancée par Israël contre l'Iran le 13 juin, ce dernier a riposté aux tirs de missiles balistiques. Le 16 juin, des missiles ont frappé le centre Weizmann situé à Rehovot au sud de Tel-Aviv.

L'Iran a reçu des systèmes de missiles sol-air chinois - Middle East Eye 8 juillet 2025

L'Iran a reçu des systèmes de missiles sol-air chinois pour reconstruire ses défenses aériennes endommagées lors de son récent conflit de 12 jours avec Israël.

Ces livraisons ont eu lieu après une trêve de facto le 24 juin. Des responsables arabes affirment que les États alliés aux États-Unis et la Maison-Blanche sont au courant des efforts de l'Iran pour se réarmer. Le nombre de batteries est inconnu, mais le paiement se fera en pétrole.

Palestine occupée.

- Au moins 29 Palestiniens meurent dans des frappes israéliennes, cinq soldats israéliens tués à Gaza - France 24 8 juillet 2025

- Au moins 40 Palestiniens tués à Gaza pendant les pourparlers pour un cessez-le-feu – AP 10 juillet 2025

Ukraine.

«Azov, avant-garde fasciste» : un journal allemand alerte sur la propagande néonazie en Ukraine - RT 6 juil. 2025

Le journal allemand Junge Welt a révélé la propagande militariste et fasciste de la brigade nationaliste ukrainienne Azov. Le journal a souligné son rôle dans la diffusion de l'idéologie néonazie, l'endoctrinement des jeunes et la banalisation de symboles du Troisième Reich en Ukraine.

Bien que de nombreux politiciens et médias occidentaux continuent de fermer les yeux sur les unités néonazies de l'armée ukrainienne, certains médias européens commencent à reconnaître la propagation de l'idéologie néonazie en Ukraine. Ainsi, le journal allemand Junge Welt a révélé que la brigade néonazie ukrainienne Azov mène une propagande militariste et fasciste auprès de la population du pays.

Junge Welt note que cette brigade nationaliste agit depuis de nombreuses années comme *« l'avant-garde de la réorganisation fasciste »* de l'Ukraine. Elle réédite et diffuse les textes de leaders de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui a mené une campagne de nettoyage ethnique contre la population polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Parmi eux figurent Stepan Bandera et

son successeur Iaroslav Stetsko, ainsi que l'auteur de la traduction du manifeste idéologique d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Dmitri Dontsov. Selon le journal allemand, ce dernier considérait l'État hitlérien comme un modèle pour une Ukraine indépendante.

De plus, l'initiation à l'idéologie néonationaliste dans le pays commence dès l'enfance. À titre d'exemple, le journal allemand cite l'organisation de jeunesse « *Tsentouria* » appartenant à Azov, dans laquelle les enfants reçoivent une formation idéologique et professionnelle dans le domaine de la défense. En particulier, la jeune génération apprend l'histoire du mouvement nationaliste en Ukraine et le maniement des armes.

En outre, d'après le journal allemand, Azov est devenu en Ukraine une « *marque best-seller* » largement reconnue : la croix gammée Wolfsangel, symbole de la brigade, figure sur de nombreux produits dans tout le pays, notamment des vêtements, des jouets et des articles ménagers. La brigade nationaliste participe également activement à l'organisation de fêtes militaires et de concerts de groupes musicaux nazis. RT 6 juil. 2025

BRICS

Frappes en Iran, situation à Gaza, conflit ukrainien : le contenu de la déclaration commune du sommet des BRICS 6 juil. 2025

Le 17e sommet annuel des BRICS s'est ouvert ce 6 juillet à Rio de Janeiro, au Brésil, avec pour thème : « *Renforcer la coopération Sud-Sud pour une gouvernance plus inclusive et durable* ». Les participants à cette rencontre ont adopté une déclaration commune d'une trentaine de pages, contenant 126 points.

Hormis leur « *soutien* » à l'Inde pour sa présidence du groupe en 2026 - et l'accueil de la Biélorussie, de la Bolivie, de Cuba, du Kazakhstan, du Nigeria, de la Malaisie, de la Thaïlande, du Vietnam, de l'Ouganda et de l'Ouzbékistan comme pays partenaires – les pays des BRICS se sont prononcés sur un éventail de dossiers internationaux, dont les conflits en cours.

Ils ont ainsi condamné les sanctions économiques, des « *mesures coercitives unilatérales contraires au droit international* », et salué leur levée en Syrie en espérant « que cela soutiendra les efforts visant à relancer l'économie syrienne et à lancer une phase de reconstruction qui favorise le développement et la stabilité ».

Les participants au sommet ont également condamné les frappes entreprises depuis la mi-juin contre l'Iran, « *qui constituent une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies* », et ont fait part de leur « *vive préoccupation face à l'escalade ultérieure de la situation sécuritaire au Moyen-Orient* ».

Même ton concernant la situation à Gaza, où ils ont appelé les négociateurs à parvenir à un « *cessez-le-feu immédiat, permanent et inconditionnel* », à la libération de « *tous les otages et détenus en violation du droit international* » ainsi qu'au « *retrait total des forces israéliennes de la bande de Gaza et de toutes les autres parties du Territoire palestinien occupé* ».

Les pays des BRICS ont également réitéré leur « *soutien indéfectible* » à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) ainsi que leur appel à réunir l'enclave palestinienne et la

Cisjordanie sous la houlette de l'Autorité palestinienne. Ils ont par ailleurs réaffirmé « *le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris le droit à un État de Palestine indépendant* ».

Concernant le conflit en Ukraine, les participants au sommet ont déclaré espérer « *que les efforts actuels mèneront à un accord de paix durable* ». « *Nous prenons note avec satisfaction des propositions pertinentes de médiation et de bons offices, notamment la création de l'Initiative de paix africaine et du Groupe des amis pour la paix, visant à une résolution pacifique du conflit par le dialogue et la diplomatie* », stipule encore le document adopté.

Ils ont également condamné « *avec la plus grande fermeté* » les attaques contre les ponts et les infrastructures ferroviaires « *ciblant délibérément des civils* » dans les régions de Briansk, Koursk et Voronej en Russie les 31 mai, 1er et 5 juin « *qui ont fait de nombreuses victimes civiles, dont des enfants* ».

Trump impose 50% de droits de douane au Brésil et dénonce une "chasse aux sorcières" contre l'ancien président Jair Bolsonaro - Euronews 10 juillet 2025

Le président américain Donald Trump a déclaré mercredi qu'il imposerait des droits de douane de 50 % sur les importations brésiliennes, citant un procès de "chasse aux sorcières" contre l'ancien président du pays, Jair Bolsonaro.

M. Trump a décrit M. Bolsonaro comme un ami et l'a déjà accueilli dans son centre de villégiature de Mar-a-Lago, en Floride, lorsqu'ils étaient tous deux au pouvoir en 2020.

"Ce procès ne devrait pas avoir lieu", a écrit M. Trump sur Truth Social. "Il s'agit d'une chasse aux sorcières qui doit cesser IMMÉDIATEMENT."

Trump a adressé sa lettre sur les tarifs douaniers au président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui a succédé à Bolsonaro au pouvoir en 2022.

Lula a répondu que les droits de douane de 50 % déclencheraient la loi de réciprocité économique du Brésil. Cette loi permet de suspendre les accords sur le commerce, l'investissement et la propriété intellectuelle pour les pays qui nuisent à la compétitivité du Brésil.

"Le Brésil est un pays souverain doté d'institutions indépendantes qui n'acceptera pas d'être pris pour acquis par qui que ce soit", a déclaré M. Lula.

M. Lula a également ajouté que les États-Unis avaient enregistré un excédent commercial de plus de 410 milliards de dollars (349 milliards d'euros) avec le Brésil au cours des 15 dernières années.

Tarifs douaniers : Trump brandit «10 % supplémentaires» contre les pays proches des BRICS 7 juil. 2025

Le président Donald Trump a déclaré que les États-Unis imposeraient un tarif douanier supplémentaire de 10 % à tout pays s'alignant sur les « *politiques anti-américaines* » du groupe des BRICS, dont les dirigeants ont lancé un sommet au Brésil, le 6 juillet.

Dans une déclaration conjointe publiée le 6 juillet à l'ouverture du sommet des BRICS à Rio de Janeiro, le groupe a mis en garde contre la hausse des tarifs douaniers, estimant qu'elle menaçait le commerce mondial, poursuivant ainsi sa critique voilée des politiques tarifaires de Trump.

Quelques heures plus tard, Trump a averti qu'il sanctionnerait les pays cherchant à rejoindre ce groupe. « *Tout pays qui s'aligne sur les politiques anti-américaines des BRICS se verra imposer un TARIF SUPPLÉMENTAIRE DE 10 %. Il n'y aura aucune exception à cette politique. Merci de votre attention !* », a déclaré Trump dans un message publié sur Truth Social.

Dans son discours d'ouverture au sommet des BRICS, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a établi un parallèle avec le Mouvement des non-alignés de la guerre froide, un groupe de pays en développement qui refusaient de s'aligner sur l'un ou l'autre des blocs de la guerre froide. « *Les BRICS sont les héritiers du Mouvement des non-alignés* », a déclaré Lula aux dirigeants. « *Alors que le multilatéralisme est attaqué, notre autonomie est de nouveau mise à l'épreuve* ».

En complément :

Vidéo. 2025/087 L'Agenda - Leur Vision - Votre Futur

<https://www.youtube.com/watch?v=Ij1EV2cyeQM&t=2948s>

Grande-Bretagne.

Lu.

Zarah Sultana – Maintenant il faut choisir entre socialisme ou barbarisme

L'ancienne députée travailliste Zarah Sultana a officiellement mis fin à son association avec le parti dirigé par Keir Starmer pour fonder un nouveau parti avec Jeremy Corbyn. Comme l'explique le journaliste britannique, Rifat Jawaid, les sondages prédisent déjà une forte surprise lors des prochaines élections, Corbyn venant contrecarrer les calculs politiques de Starmer.

L'annonce de sa démission du Parti travailliste de Zarah Sultana est particulièrement intéressante parce qu'elle résume bien les raisons de l'énorme rejet populaire de la plupart des dirigeants européens, dont notre Macronapoléon national :

« J'ai passé 14 ans au parti travailliste et je le quitte aujourd'hui. Je vais fonder un nouveau parti avec Jeremy Corbyn et des députés et militants indépendants. Le Parlement est en ruines mais le problème est plus profond. 50 familles anglaises possèdent autant que la moitié de la population. La pauvreté s'accroît. Les inégalités ont atteint un niveau indécent et le système à deux partis ne nous offre que déclin et fausses promesses. Il y a un an, j'ai été suspendue par le parti pour avoir voté en faveur de la suppression du plafond de l'aide aux parents de deux enfants et sortir 400 000 enfants de la pauvreté. S'il fallait le refaire, je le referais. J'ai voté contre la diminution des aides pour le fuel d'hiver des retraités. S'il fallait le refaire, je le referais. Maintenant le gouvernement veut s'attaquer aux handicapés. Leur seul problème c'est le montant de la coupe. Un escroc soutenu par un milliardaire est en tête des sondages parce que les Travaillistes n'ont rien fait pour améliorer la vie des gens. Tout l'Establishment politique, de Farage à Starmer, traite de terroristes les personnes courageuses qui veulent arrêter le génocide à Gaza. Mais la vérité, c'est que ce gouvernement participe au génocide, tandis que le peuple britannique s'y oppose. Nous ne le

supporterons pas plus longtemps. Notre île n'est pas peuplée d'étrangers, mais de gens qui souffrent. Nous avons besoin de maisons et d'argent pour vivre. Nous ne voulons plus nous faire rançonner, mois après mois, par une petite élite qui nage dans le fric. Nous voulons que l'argent aille aux services publics et pas à des guerres éternelles. En 2029 le choix sera clair : socialisme ou barbarisme. Les milliardaires ont déjà 3 partis qui se battent pour eux. Il est temps que tous les autres en aient un aussi. Rejoignez-nous ! C'est maintenant ou jamais !»

<https://www.youtube.com/watch?v=JQFFjVl2veE>